



Jean-Pierre Fabre refuse de participer au sommet de Lomé

Du 10 au 15 octobre prochains, Lomé accueille le sommet extraordinaire sur la sécurité, la sûreté maritime et le développement en Afrique. D'ores et déjà, le chef de file de l'opposition, Président national de l'Alliance nationale pour le changement (ANC), Jean-Pierre Fabre ne veut pas y participer.

Le Président de l'ANC Jean-Pierre Fabre l'a signifié au ministre de l'Administration territoriale, de la décentralisation et des collectivités locales Payadowa BoukpeSSI dans le cadre des rencontres avec les partis politiques. Pour lui, quatre (4) raisons principales expliquent son refus de prendre part à cette rencontre continentale où sont attendus plus de 3000 chefs d'Etat et de gouvernement.

Il s'agit du « rejet de son candidat à l'élection des membres de la Haute autorité de l'audiovisuelle et de la communication (HAAC) et la proposition de loi portant sur les réformes par la majorité parlementaire », le « renvoi de leur membre de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) » et son « inculpation et ses proches dans l'affaire des incendies de Lomé ».

Selon lui l'organisation de ce sommet ressemble à une opération de marketing politique. « L'Etat de finance du Togo

ne lui permet d'organiser tout seul ce sommet, il y a des priorités qui auraient pu faire en sorte que le Togo décline l'offre et de proposer un autre pays en mesure où que sa finance permet d'organiser le sommet de le faire », a-t-il expliqué.

Si à l'ANC, on décline l'invitation de ce grand Sommet, au Mouvement des républicains centristes (MRC), on pense qu'il faut mettre l'intérêt supérieur de la nation au-dessus de toute autre préoccupation.

« Je voudrais dire qu'il y a un temps pour s'invectiver et un temps pour prendre conscience et faire balle à terre. C'est un problème de l'heure et cela doit concerner tout le monde », a déclaré le Président national du MRC Abass kaboua.

Pour information, le dernier jour de ce sommet sur la sécurité, la sûreté maritime et le développement en Afrique, une charte, appelée « Charte de Lomé » sera adoptée et signée.

Joseph Ahodo